



Association AREC - 60 rue Jean Jaurès - 86000 POITIERS

**Procès-verbal
du Conseil d'administration de l'AREC Nouvelle-Aquitaine
du lundi 30 mai 2022**

Le lundi 30 mai 2022 à 11h, les membres du Conseil d'administration de l'Association, déclarée à la Préfecture de la Vienne sous le n°W863001726 et publiée au Journal Officiel du 10/09/2016 se sont réunis à Bordeaux, salle 209 du Conseil Régional ainsi qu'en visio-conférence.

Membres présents ou représentés :

- Guillaume RIOU au titre du Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine
- Jérôme GUILLEM au titre du Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine, *pouvoir Guillaume RIOU*
- Isabelle VISENTIN au titre du CESER Nouvelle-Aquitaine
- Nathalie LEROUX au titre d'EDF, *pouvoir Jacques DESCHAMPS*
- Amaury GAZON au titre de GRTgaz
- Cindy VIARD au titre de l'ORT Nouvelle-Aquitaine
- Alain GAZEAU au titre d'ATMO Nouvelle-Aquitaine
- Denis RENOUX au titre du CRER
- Sébastien PERRUHOT au titre de la CERC Nouvelle-Aquitaine
- Jacques DESCHAMPS au titre du Syndicat Energies Vienne
- Marie LEGRAND au titre de France Nature Environnement
- Diane VIDALIES au titre de FEDEREC Nouvelle-Aquitaine, représentée par Alexandra VIRAVAUD
- François BARSACQ au titre de SOLTENA

Membres excusés ou absents :

- Erik PHARABOD au titre de RTE
- Stéphanie GUINÉ au titre de l'IFREE
- Romain MIGNOT au titre de Grand Poitiers Communauté Urbaine
- Jean-Marc RENAudeau au titre de Chambre Régionale d'Agriculture Nouvelle-Aquitaine
- Marie-Eve DAVID au titre du Syndicat Intercommunautaire du Littoral
- Philippe DUTRUC au titre de la CCI Nouvelle-Aquitaine

Invités présents

- Anne-Claire DEVANNE - ATMO Nouvelle-Aquitaine
- Lionel POITEVIN - ADEME Nouvelle-Aquitaine
- Isabelle NERBESSON - Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine
- Amandine LOËB – AREC Nouvelle-Aquitaine
- Rafaël BUNALES – AREC Nouvelle-Aquitaine
- Jean-Paul DERANLOT – DUO SOLUTIONS, Commissaire aux Comptes
- Laetitia BOURDEAU – 2L Performance

Guillaume Riou, après avoir souhaité la bienvenue aux membres du Conseil d'Administration et s'être assuré du respect du quorum, présente l'ordre du jour :

- Validation du PV du conseil d'administration du 10/12/2021
- Arrêt des comptes 2021 de l'association
- Etat d'avancement des travaux depuis le début de l'année
- Préparation de l'Assemblée Générale
- Point(s) divers selon demandes.

Vote du Procès-Verbal du conseil d'administration du 10 décembre 2021

Le procès-verbal est adopté à l'unanimité.

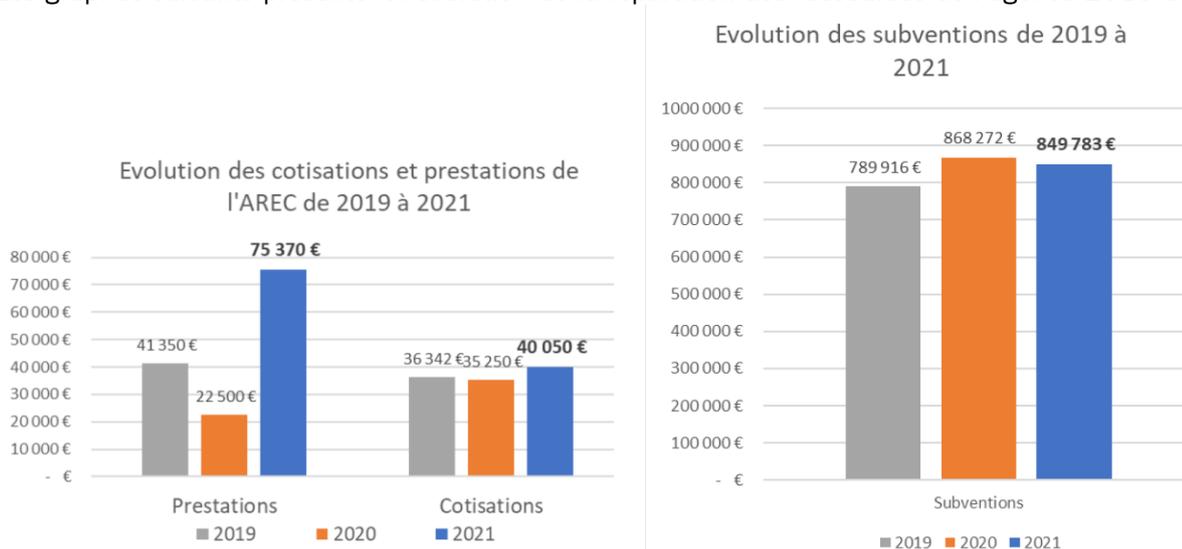
Arrêt des comptes 2021 de l'association

Guillaume Riou donne la parole à Jacques Deschamps, Trésorier de l'association, qui introduit la présentation à venir des comptes, en rappelant les évolutions les plus saillantes des recettes et dépenses en 2021, et laisse la parole à Laetitia Bourdeau et Amandine Loëb pour la présentation détaillée des comptes 2021 (voir diaporama en annexe de ce document), mis en regard avec les comptes de l'année précédentes.

Les recettes globales de l'agence s'élèvent à plus de 953 k€ en 2021, en légère augmentation par rapport à 2020 (env 938 k€). Cette relative stabilité est la résultante de trois effets :

- Moindre montant de subventions en 2021 vis-à-vis de 2020 (838 k€ en 2021, soit -5%), en raison d'un moindre report en 2021 de subventions de l'année précédente vis-à-vis de 2020 ;
- Augmentation des cotisations des adhérents (40 k€ en 2021, +5k€ vis-à-vis de 2020) ;
- Augmentation forte des prestations (75 k€ en 2021, +53k€ vis-à-vis de 2020) du fait d'une situation particulière de 2020 (crise sanitaire + installations des équipes municipales et intercommunales à la suite des élections)

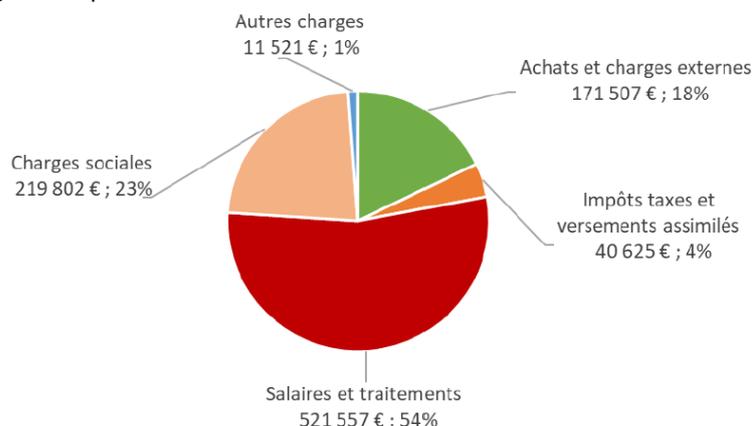
Les graphes suivants présentent l'évolution de la répartition des ressources de l'agence 2019 à 2021 :



Les dépenses 2021 sont ensuite présentées ; d'un peu moins de 959 k€, en légère augmentation depuis 2020 (+1.2%), elles se décomposent de la manière suivante :

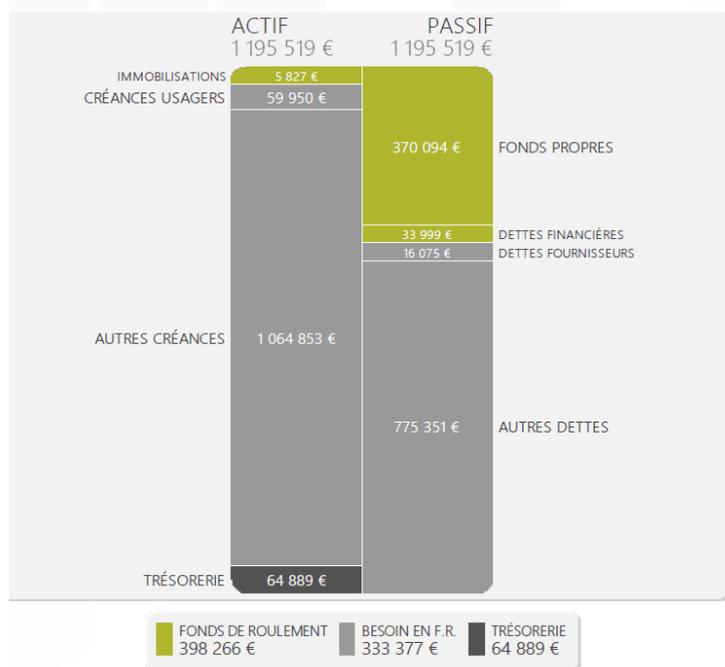
- dépenses de structures 125,7 k€ stables par rapport à 2020 (-798 €)
- achats et prestations informatiques à 45,8 k€ en hausse par rapport à 2020 (+12,8 k€)

- dépenses de personnel, d'un montant de 741 k€, le principal poste de dépense de l'agence. En augmentation de +1% par rapport à 2020 conformément à la politique d'augmentation salariale (ancienneté et promotion individuelle) prévue dans la convention de travail
- impôts et taxes à 40.6 k€ en hausse de 3.9%, principalement du fait de l'augmentation de la taxe sur les salaires, qui augmente parallèlement à la masse salariale.

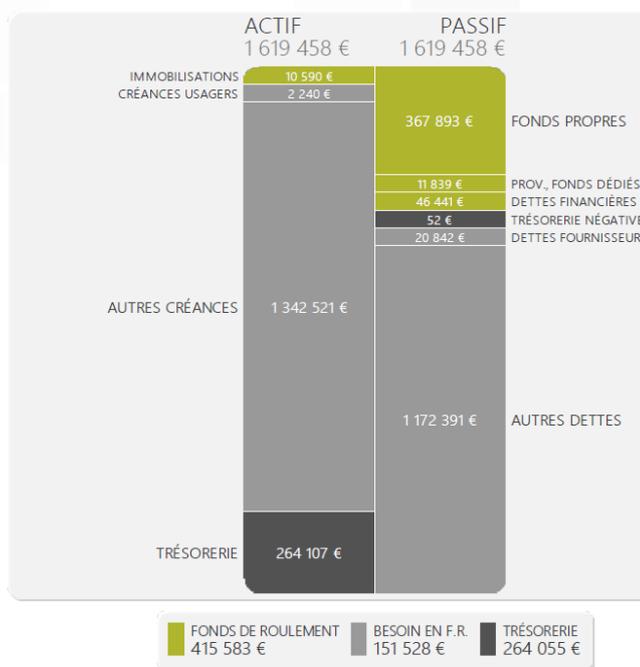


Au total le résultat de l'exercice 2021 est légèrement excédentaire à hauteur de 2,2 k€. Le bilan au 31/12/2021 est ensuite détaillé (voir ci-dessous)

Bilan au 31/12/2021



Bilan au 31/12/2020



Laetitia Bourdeau attire l'attention des participants sur la plus grande fragilité de la trésorerie en fin d'année 2021, du fait de l'attente d'un versement intermédiaire d'une subvention de l'ADEME, et qui a nécessité l'appel à des facilités de trésorerie en début 2022.

Elle relève également le niveau satisfaisant des fonds propres de l'association au regard du budget total.

Guillaume Riou donne ensuite la parole au Commissaire aux comptes de l'association, Jean-Paul Deranlot, DUO SOLUTIONS, qui indique que son travail de vérification des comptes a été réalisé en mars dernier et n'appellera pas de remarque particulière en Assemblée Générale. Il attire l'attention du CA sur le montant des prestations, en rappelant que si le montant dépasse durablement la limite des 73 k€ il s'agira de réfléchir à une sectorisation de l'activité et son assujettissement à la TVA.

Guillaume Riou soumet l'arrêt des comptes au vote des membres du CA. Les comptes 2021 sont arrêtés à l'unanimité.

Etat d'avancement du programme de travail 2022 : focus sur quelques travaux menés depuis le début de l'année

Guillaume Riou propose à Amandine Loëb et Rafaël Bunaes de présenter les travaux en cours de l'association. Ceux-ci sont détaillés à l'aide du diaporama ci-dessous, qui présente les chiffres-clés des Observatoires depuis le début de l'année et fait le point sur les principaux travaux en cours.

Enquêtes et études lancées depuis le début de l'année

ORDEC

Enquête annuelle auprès de toutes les collectivités à compétences « déchets » (111) + enquête toutes installations de tri, valorisation, élimination des déchets de la région

NOUVEAU : étude sur la filière des textiles en région -> enquête à venir auprès des utilisateurs de matières premières recyclées à base de textiles

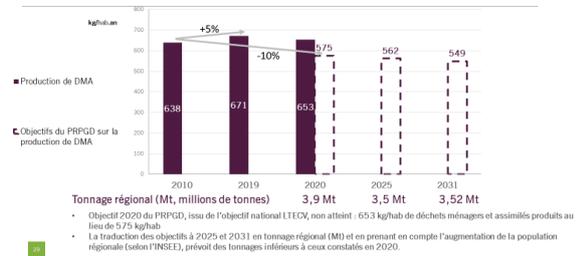
OREGES

Enquête annuelle auprès de toutes installations de méthanisation en région

NOUVEAU : enquête auprès des 1000 chaufferies bois collectives, industrielles et agricoles de la région

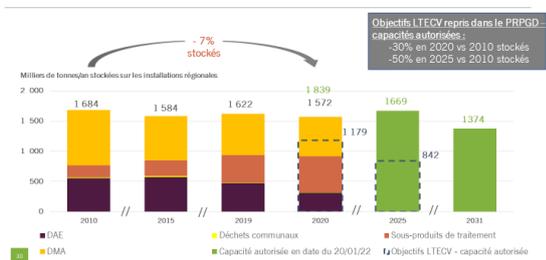
18

Production de déchets ménagers et assimilés (DMA) : objectif 2020 non atteint



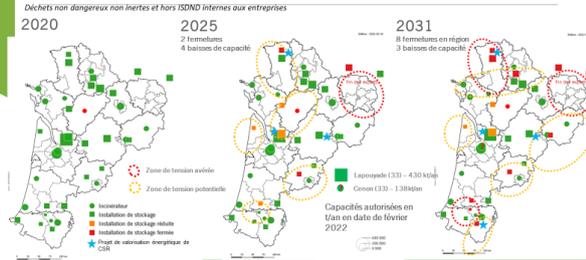
19

Stockage de déchets non dangereux non inertes en région : objectif 2020 non atteint



20

Traitement final des déchets* (ménagers et économiques) : des déficits locaux



21

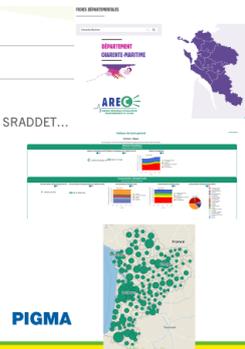
Consommation d'énergie finale - tendance 2020 (en cours de finalisation)

- Rappel : mise à jour des données sur 2020 complexe, données sources encore incomplètes
- Premières évolutions 2019-2020 (en cours de finalisation)
 - Consommation totale à climat réel : -8% (156 TWh)
 - Consommation totale à climat de référence : -5%
- Détails
 - Impacts COVID principalement sur transports (-14%) et industrie (-6,5%)
 - Résidentiel : antagonisme COVID / conditions climatiques :
 - 3,6% à climat réel
 - +3,7% à climat de référence
 - Tertiaire : -2% à climat réel mais à confirmer (baisse plus marquée au niveau national)
 - Agriculture : légère baisse (-1,5 à -2%) à confirmer (+3% au niveau national)
- Diffusion prévue en juin

22

Nouveautés – diffusions de données

- Site de datavisualisation : fiches départementales
 - 6 thématiques
 - Chiffres détaillés, évolutions, situation par rapport aux objectifs SRADDET...
 - Export / impression personnalisés
- TerrISTORY
 - Mise à jour des données 2019 (2 millions de données)
 - Lévé des contraintes de diffusion sur la Gironde (avec ALEC)
 - Tableaux de bord par EPCI
- Partenariat PIGMA (en cours)
 - Mise à disposition de flux de données SIG (septembre 2022)
 - Caractérisation des principaux sites de production PV en cours (croisement données AREC / observatoire NAFU)



23

Travaux 2022 : étude AREC – DATAR/DITP (en cours)

Analyse de la fragilité des territoires (EPCI) vis-à-vis des dépenses énergétiques

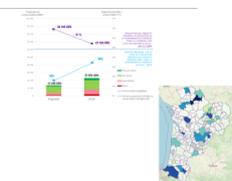
	Habitat	Déplacements	Entreprises
Poids des dépenses énergétiques...	... sur le revenu disponible des ménages : • Par énergie • Par usage	... par type de déplacement Focus : déplacements domicile-travail vs. revenu d'activité	... par branche ... par emploi
Analyse de sensibilité...	... au prix des énergies	... aux prix des carburants	... du prix des énergies sur la valeur ajoutée
Effets d'actions spécifiques	Ex : rénovations énergétiques	Evolution des pratiques (covoiturage, télétravail, ...)	Changement de vecteur énergétique, sobriété, ...

Spatialisation des résultats par EPCI (selon données secret statistique)

24

Travaux 2022 : capitalisation des plans d'action PCAET

- Etude auprès des intercommunalités engagées (PCAET/TEPOS)
 - Publication en cours de diffusion
- Cartographie des PCAET (datavisualisation) : > 2000 actions
 - Par enjeu, secteur, champ/type d'action, typologie, ...
- Projet tutoré (Sciences Po Bordeaux – en cours)
 - Analyse des programmes opérationnels des PCAET
 - Enquête auprès de quelques collectivités
 - Réflexion sur les critères pouvant mener à la qualification d'un PCAET ambitieux
 - Regard critique sur l'adéquation des plans d'action avec le SRADDET



Sciences Po Bordeaux

25

Travaux 2022 : Accompagnement des territoires sur leurs enjeux territoriaux

- Territorialisation des objectifs SRADET (2030)
- Simulation de la stratégie de production d'EnR jusqu'en 2050
- Emplois directs liés au développement des EnR
 - Par filière
 - Investissement / Exploitation
- Rénovation énergétique
 - Identification des passerelles énergétiques
 - Territorialisation des objectifs du SRADET
 - Simulation de la stratégie de rénovation des logements jusqu'à l'horizon 2030
- Précarité énergétique
 - Identification des typologies de logement avec un taux d'exposition élevé

Partenariats 2022 en cours

- Formalisés : près de 46 k€ à date, soit 55 % de l'objectif

Dépt	Territoire
86	Grand Poitiers Communauté urbaine
86	Agglomération Grand Châtelleraut
86	Conseil départemental Vienne
79	Agglomération Bocage Bressuirais
79	CC Mellois
16	Conseil départemental Charente
24	Syndicat énergie
40	CC Marene Adour Côte-Sud
47	Val de Garonne Agglomération
87	Syndicat énergie
64	CC Lacq Orthez

- En cours de discussion ou contacts :
 - Guéret Agglomération (2-3)
 - Agglomération de Brive (19)
 - ...
 - RARE : prestation pour appui des autres agences sur déchets d'activités économiques, sur guides méthodologiques, sur Observatoire national de la Précarité énergétique env. 1,5 k€

24 collectivités cotisantes en 2022

CONSEIL DEPARTEMENTAL DES PYRENEES-ATLANTIQUES
SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIES DE LA DORDOGNE
SYNDICAT ENERGIES PYRENEES-ATLANTIQUES
SYNDICAT ENERGIES VIENNE
SYNDICAT ENERGIES HAUTE VIENNE
SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE DES DEUX-SEVRES
SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU LITTORAL DECHETS
PNR PERIGORD-LIMOUSIN
GRAND POITIERS COMMUNAUTE URBAINE
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU NIORTAIS
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE GRAND CHATELLERAULT
VAL DE GARONNE AGGLOMERATION
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS BASQUE
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE GRAND ANGOULEME
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU GRAND COGNAC
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION D'AGEN
COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LACQ-ORTHEZ
COMMUNAUTE DE COMMUNES AUNIS SUD
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU THOUJAISAIS
COMMUNAUTE DE COMMUNES CHARENTE LIMOUSINE
COMMUNAUTE DE COMMUNES DE HAUTE SAINTONGE
COMMUNAUTE DE COMMUNES MARENNE ADOUR COTE SUD
COMMUNAUTE DE COMMUNES PAYS MELLOIS
VILLE DE NIORT

Interventions, webinaires et publications depuis le début de l'année

- Mise en place de webinaires AREC trimestriels sur les nouveautés des sites de données en ligne (TerriSTORY, datavisualisation) : 15 février, 12 avril
- Séances d'information auprès des élus de la Région :
 - Commission environnement CERSER : Energies renouvelables 2 mars, Déchets 5 avril
 - Elus du Conseil Régional : formation énergie 15 avril
- Webinaires / Journées techniques organisés par des partenaires régionaux
 - ADI Nouvelle-Aquitaine : 21 février (Futurs énergétiques 2050 RTE) et 13 mai (décarbonation de l'industrie)
 - PIGMA - Call webinar 14 avril
 - RECTA : journée technique sur le réemploi et le recyclage 19 mai
- Comité régional méthanisation 5 avril
- Journées relais ADEME Région 12 mai
- Conférence des élus de Nouvelle Aquitaine des collectivités à compétence « déchets » : La Rochelle le 10 mai
- Pôles départementaux EnR animés par les Préfectures : données départementales énergie/EnR en Charente 24 janvier
- Autres interventions :
 - Biorefineries Agnès le 11 janvier : ressource Bois en Nouvelle-Aquitaine
 - CHEDD énergie 3 février
 - CD Charente Energies renouvelables 25 février
 - SYSDAU 11 mars : séminaire sur la neutralité carbone
- Publication : « Etat des lieux de la filière méthanisation en NA »

Travaux menés au sein du RARE, réseau des agences régionales de l'énergie et de l'environnement

- Groupes de travail RARE
 - Convergence méthodologique des observatoires régionaux de l'énergie et du climat avec Ministère (DGEC), ADEME, ATMO France
 - GT Déchets, Déchets d'activités économiques, Ressources
 - Proposition de mutualiser l'analyse du gisement de déchets d'activités économiques pour d'autres agences du réseau (partenariat) en cours
- Observatoire National de la Précarité Énergétique animé par l'ADEME
- Travaux sur la structuration de l'observation déchets au niveau national animés par l'ADEME
- Haut Conseil pour le Climat : fourniture de données, échanges méthodologiques
- France Stratégie
- AREC NA en tant que Trésorier membre du Bureau et du CA du RARE

L'équipe de l'AREC en 2022

- 14 salariés
- 13,4 ETP

Direction - Administratif

- Amandine LOËB : Directrice
- Rafaël BUNALES : Directeur Adjoint / Coordinateur OREGES
- Tamara SAINT-CLAIRE : Assistante gestion et communication

Energie - GES - Biomasse

- Rafaël BUNALES : Directeur Adjoint / Coordinateur OREGES
- Antoine JAQUELIN : Bases sectorielles EGES, Territoires
- Denis SAVAETHIER : Biomasse - Agriculture
- Lennig LIVONEL : Biomasse, Ressources
- Caroline FLEURY (80%) : Territoires, socio-éco
- Tina HALTER : capitalisation données EPCI, socio-éco
- Camille RUMARY : processus méthodologiques, bilans EGES
- Laurent DUPRE : Assistant chargé d'équipe

Déchets - Économie circulaire

- Sabine BIBAUD (80%) : DMA, filières DAE
- Anne-Valérie TASTARD (90%) : DMA, prévention, économie circulaire TER
- Antoine PORTIER : filières, déchets organiques, économie circulaire
- Sonia GRELLIER : chargé(e) d'étude flux de matières et filières
- Camille RUMARY : processus méthodologiques
- Laurent DUPRE : Assistant chargé d'équipe

La présentation des tendances 2020 en matière de consommation d'énergie appelle une remarque de Guillaume Riou, qui invite à mieux détailler cette diminution par type d'énergie, afin de caractériser le poids de la diminution des énergies fossiles. Rafaël Bunales indique que cela est tout à fait possible et sera actualisé dans le site de datavisualisation.

Marie Legrand mentionne son intérêt pour les travaux d'approfondissement de la connaissance des sites de production photovoltaïque en cours. Elle demande si l'étude des zones délaissées ou la notion de sol artificialisé seront couverts par ce travail. Rafaël Bunales indique que ceci n'entre pas dans le périmètre de l'étude, ces éléments sont plutôt à voir avec la DREAL, ou au sein d'une récente étude portée par les agences d'urbanismes AURBA et AUDAP de la région sur le thème « Photovoltaïque au sol en Nouvelle-Aquitaine. Quelle utilisation des sites dégradés et artificialisés ? Quelle acceptabilité des installations en milieu agricole ? », qui a été récemment présentée à la Région.

Marie Legrand pose la question de la connaissance des cultures dédiées entrant dans les installations de méthanisation enquêtées par l'AREC. Amandine Loëb indique que ces éléments sont effectivement enquêtés tous les ans ; le poids des cultures dédiées et des cultures intermédiaires à vocation énergétique (CIVE) utilisés en méthanisation est estimé et reporté dans la synthèse annuelle de l'enquête accessible en ligne.

Les échanges se poursuivent quant à l'intérêt d'utiliser ces cultures pour la méthanisation ; Guillaume Riou rappelle le poids faible des CIVE dans la surface agricole utile régionale (0.1 à 0.4 %), et insiste sur l'enjeu important d'adaptation et d'anticipation socio-économique pour réduire notre impact carbone.

Préparation de l'assemblée générale

Guillaume Riou invite Amandine Loëb à présenter le budget prévisionnel 2022 qui sera voté en Assemblée générale, comme le prévoient les statuts. Il est détaillé ci-dessous et réparti selon les thématiques d'observation de l'agence :

BUDGET 2022	Global AREC	OREGES	OREGES-DATAR	ORDEC
TOTAL CHARGES	979 000 €	548 000 €	22 000 €	409 000 €
Achats études prestations	41 700 €	26 000 €	1 000 €	14 700 €
Locations	40 500 €	23 100 €	- €	17 400 €
Entretien et réparations	4 800 €	2 700 €	- €	2 100 €
Documentation	2 500 €	1 400 €	- €	1 100 €
Assurances	3 000 €	1 700 €	- €	1 300 €
Autres fournitures	1 000 €	600 €	- €	400 €
Déplacements, missions	7 000 €	4 100 €	- €	2 900 €
Publicité, publications	550 €	350 €	- €	200 €
Rémunération intermédiaires et honoraires	48 500 €	27 900 €	- €	20 600 €
Services bancaires, autres	20 700 €	11 600 €	- €	9 100 €
Equipements, dotations amortissements	7 367 €	5 167 €	- €	2 200 €
Charges de personnel	801 383 €	443 383 €	21 000 €	337 000 €
TOTAL PRODUITS	979 000 €	548 000 €	22 000 €	409 000 €
COTISATIONS	66 000 €	57 000 €	- €	9 000 €
PARTENARIATS REGIONAUX ET NATIONAUX	84 000 €	84 000 €	- €	- €
SUBV ADEME ORDEC N	200 000 €	- €	- €	200 000 €
SUBV ADEME OREGES N	200 000 €	200 000 €	- €	- €
SUBV CONSEIL REGIONAL ORDEC N	200 000 €	- €	- €	200 000 €
SUBV CONSEIL REGIONAL EGES N	200 000 €	200 000 €	- €	- €
SUBV CONSEIL REGIONAL DATAR EGES N	22 000 €	- €	22 000 €	- €
AUTRES SUBVENTIONS	5 000 €	5 000 €	- €	- €
AUTRES PRODUITS	2 000 €	2 000 €	- €	- €

A la lecture de budget prévisionnel, et en lien avec la remarque du commissaire aux comptes, Amandine Loëb met l'accent sur le poids important prévu en matière de partenariats, qui pose la question du modèle économique de l'agence et l'importance de la diversification des ressources financières, dans un contexte d'augmentation « mécanique » de la masse salariale sans embauche complémentaire, conformément aux mesures d'augmentation prévues par la convention de travail en vigueur.

Lionel Poitevin propose que l'AREC étudie des pistes de diversification auprès d'autres agences régionales. Denis Renoux relève qu'il s'agit de veiller à ce que cette diversification soit conduite en lien avec l'objet associatif de l'agence.

Le déroulé de l'assemblée générale est présenté pour avis aux membres du CA. Celle-ci se tiendra le lundi 17 juin à Poitiers, salle du Conseil Régional ou en visio-conférence, de 14h00 à 16h00. L'ordre du jour prévisionnel est ainsi proposé :

- Validation du procès-verbal de l'AG 2021
- Vote du rapport moral et du bilan d'activités 2021
- Vote des comptes 2021 de l'association, des rapports du Commissaire aux comptes, quitus au Trésorier
- Validation du programme de travail 2022 et du budget prévisionnel 2022 : focus sur quelques travaux clés en 2021 et prévus en 2022
- Vote des cotisations 2023
- Point(s) divers selon demandes

Le détail des cotisations 2023 est présenté pour information, qui reste inchangé par rapport à l'année précédente :



Cotisations 2023

- I Cotisation croisée à montant nul avec autres associations
- I Cotisation acquise pour organisme subventionneur
- I Cotisation réduite possible par organisation en cas de groupement d'organisations, sous réserve de validation par le Conseil d'Administration
- I Montant inchangé à-vis de 2022

Collège	Montant (€)
Collège 1 – Etat, Collectivités territoriales, établissements publics	
Conseil Régional, CESER	Exonération
Collectivités, EPCI < 10 000 habitants	250
PNR, Syndicats mixtes de SCOT, de Pays	600
10 000 habitants < Collectivités, EPCI < 50 000 habitants	1 200
50 000 habitants < Collectivités, EPCI < 150 000 habitants	1 700
Collectivités, EPCI > 150 000 habitants	2 300
Conseils départementaux, syndicats d'énergie ou de déchets	1 700
Structure coordinatrice de démarches territoriales pour un groupement de collectivités : moins de 5 EPCI	3 000
Structure coordinatrice de démarches territoriales pour un groupement de collectivités : 5 EPCI et plus	5 000
ADEME, Etat	Exonération
Collège 2 – Organismes consulaires, syndicats et associations professionnelles représentant des organismes socioprofessionnels, entreprises privées	
Chambres consulaires régionales	230
Fédérations professionnelles	550
Sociétés d'économie mixte, entreprises privées	1 700
Collège 3 – Associations et personnes physiques couvrant notamment dans le domaine de l'évaluation, de l'énergie ou de l'environnement	
Observatoires régionaux et autres structures associatives "institutionnelles"	120
Associations militantes de type ONG (protection de l'environnement, consommateurs etc.)	55
Personnes physiques	22

Cet ordre du jour n'appelle pas de remarque des membres.

A l'issue de l'assemblée générale, est proposée une intervention d'Olivier Bouba-Olga, Directeur du service Direction de l'Intelligence Territoriale et la Prospective à la Région, pour présenter ses travaux et notamment l'étude prévue cette année avec l'AREC. Cette proposition est accueillie très favorablement par les membres du CA.

Points divers

En l'absence de point divers, Guillaume Riou clôt la réunion du Conseil d'Administration à 12h10.

Bordeaux, le 30/05/2022